Médiatisation et juridicisation : les nouvelles formes d'action des militants de l'école

Mediatization and Juridicialization: The new forms of school militants' fighting

Yves Dutercq

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/educationdidactique/750>

DOI : 10.4000/educationdidactique.750

ISBN : 978-2-7535-1623-6

ISSN : 2111-4838

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2010

Pagination : 79-96

ISBN : 978-2-7535-1118-7

ISSN : 1956-3485

Référence électronique

Yves Dutercq, « Médiatisation et juridicisation : les nouvelles formes d'action des militants de l'école », *Éducation et didactique* [En ligne], 4-1 | 2010, mis en ligne le 01 avril 2012, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/educationdidactique/750> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/educationdidactique.750>

MÉDIATISATION ET JURIDICISATION : LES NOUVELLES FORMES D'ACTION DES MILITANTS DE L'ÉCOLE

Yves Dutercq (CREN, Université de Nantes)

(avec la complicité de Claudette Lafaye, Université de Paris VIII et GSPM-CNRS)

Résumé : A partir d'une étude ethnographique du combat mené en faveur de la scolarisation des enfants d'un squat par un ensemble d'associations, cet article met en évidence les nouvelles formes de lutte des militants de l'école. Confrontés aux contradictions de l'administration et du politique, ils apprennent à se servir d'armes comme le recours aux médias et à la justice pour faire valoir leur cause. Les fédérations de parents d'élèves et les syndicats enseignants se trouvent déstabilisés par ces évolutions qui resituent leur combat dans un environnement social large et complexe en même temps qu'elles les obligent à une grande attention au local.

Mots-clés : juridicisation, médiatisation, militantisme, mobilisation, parents d'élèves, scolarisation

Yves Dutercq

Les événements qui servent de matière à cet article ont pour cadre un calme quartier bourgeois de Paris mis en alerte par un ensemble de mobilisations et de disputes inhabituelles à un tel lieu. Un immeuble inoccupé y a en effet été réquisitionné par des familles de mal-logés, pour la plupart d'origine africaine. Réquisitionné ? C'est le terme qu'emploie le DAL, l'association qui les soutient et dont la vocation est de défendre le droit au logement pour tous. L'affaire commence à faire du bruit lorsque les familles prétendent scolariser leurs enfants dans l'école primaire du secteur, située juste à côté de l'immeuble où elles se sont installées. C'est alors que notre enquête a démarré, sous la forme d'un suivi ethnographique mené par une petite équipe de chercheurs¹. Le travail de terrain a duré un an et a ouvert de nombreuses pistes d'analyse. Nous en privilégierons ici quelques-unes.

Cette enquête a conduit à appréhender des revendications plus ou moins enchevêtrées les unes aux autres et portant sur des droits contradictoires quant à leur respect : tandis que les familles de mal-logés et l'association se battent pour le droit au logement et à l'éducation, de nombreux riverains réclament le droit à la tranquillité et à la sécurité.

Les acteurs habituels de l'école, et plus spécialement les militants, doivent donc se positionner par rapport à ces droits apparemment aussi légitimes les uns que les autres et donc choisir leur camp : associa-

tions de parents, syndicats enseignants, personnels des écoles sont tiraillés entre les grands principes qu'ils défendent et une mise en actes problématique. C'est dans l'action, dans l'exercice de leur activité militante et confrontés à l'expérience du réel, qu'ils mettent à l'épreuve leurs convictions et apprennent à la fois sur leur militantisme et, plus spécialement, sur les rapports à entretenir avec les différents acteurs du monde de l'école.

L'analyse de cette affaire met enfin en lumière un nouveau cadre d'action pour les enseignants comme pour les élèves qui rend totalement illusoire l'idée d'une école qui pourrait fonctionner sans tenir compte de l'environnement social et politique dans ses différents périmètres. Bien plus, c'est l'école qui sert souvent de révélateur des problèmes de tous ordres qui touchent un territoire (Dutercq & Lafaye 2007). On peut parler d'une dimension didactique de la confrontation à cet environnement social et politique qui transforme l'action des enseignants et lui donne une autre portée, bien au-delà de ce qui se passe entre les murs de la classe (Dutercq 2004).

Nous avons étudié le combat mené par la section parisienne d'une fédération de parents d'élèves, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), aux côtés du DAL et de deux syndicats enseignants, SUD-Education et, de façon plus ponctuelle, le SNUIPP, pour faire respecter l'obligation scolaire par les pouvoirs publics locaux. Or nous avons rapide-

ment constaté que la mobilisation autour de la scolarisation des enfants dans l'école de quartier, l'école Mérimée, était étroitement liée à d'autres mobilisations et d'autres controverses portant sur des revendications spécifiques : revendications autour du droit au logement, autour de la légitimité du squat, autour des risques et dangers le concernant, etc. Ces mobilisations sont, d'un certain point de vue, clairement articulées les unes aux autres, mais d'une part elles s'inscrivent, chacune, dans des calendriers propres et d'autre part elles peuvent susciter des réponses fractionnées et partiellement contradictoires. Les militants de l'école (Barthélémy, 1995)² sont de ce fait conduits à mener leur action sur plusieurs fronts, à rechercher du spectaculaire, à intéresser les médias, à faire du lobbying mais aussi à en appeler dans des cas de plus en plus nombreux à l'arbitrage juridique.

Les acteurs collectifs en présence

Afin de faciliter la compréhension d'une suite d'événements dans lesquels interviennent de nombreux protagonistes collectifs, une rapide présentation des principaux d'entre eux s'impose.

- L'association Droit au logement (DAL) milite pour l'accès au logement de tous, y compris les personnes sans ressources ou en situation semi-légale. Ses actions sont volontiers spectaculaires (réquisition de logements vides), mais elle est parvenue à se constituer en interlocuteur crédible auprès des différentes autorités. Par ailleurs, le DAL se range volontiers aux côtés des revendications de la gauche alternative.

- Le syndicat SUD-Education est né au sein de la confédération SUD qui a été constituée au début des années 1990 par des militants mécontents de la modification des statuts des grandes entreprises publiques auxquelles ils appartenaient et de la faible opposition de leurs syndicats d'origine. SUD-Education, comme les différentes composantes de SUD, a largement profité de la déliquescence des grands syndicats français traditionnels et se caractérise par une posture revendicative et corporatiste forte.

- Le Syndicat national unitaire des instituteurs et des professeurs d'école (SNUIPP) est une composante de la puissante Fédération syndicale unitaire (FSU)

et le plus important syndicat de l'enseignement du premier degré. C'est en général un interlocuteur très écouté des pouvoirs publics.

- La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), la plus grosse fédération d'associations de parents d'élèves, est animée par des militants de gauche. Très organisée, sur le modèle même de l'administration, elle connaît, depuis une vingtaine d'années, une crise d'adhésion persistante. Il sera question pour l'essentiel de la section locale de l'école Mérimée et de l'importante section de Paris (la FCPE-Paris, qui regroupe les échelons départemental et académique).

- La fédération des Parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) est la principale rivale de la FCPE, mais ses militants se classent généralement au centre ou à droite de l'échiquier politique. Elle a une organisation similaire à celle de la FCPE et a perdu également beaucoup d'adhérents. Seuls quelques militants de la section locale interviennent dans notre affaire, dont les instances supérieures des PEEP se sont prudemment désintéressées.

- L'Union des indépendants³ est un groupement local de parents d'élèves comme il en est né dans beaucoup d'écoles primaires à partir des années 1980, en raison même de la crise des grandes fédérations, auxquelles certains militants reprochent le peu d'attention aux difficultés rencontrées à la base. Ces associations locales revendiquent en général leur apolitisme, apolitisme qui n'est souvent que rhétorique. Ainsi l'Union des indépendants regroupe-t-elle des parents qui ne cachent guère leurs sympathies de droite ou d'extrême-droite.

- La mairie de Paris est tenue depuis 2001 par une équipe de gauche, mais Paris est divisé en vingt arrondissements à la tête desquels se trouvent des maires d'arrondissement de tendance politique variée, qui sont responsables de l'inscription des élèves de l'enseignement primaire au sein des écoles de leur territoire. Le maire de l'arrondissement qui nous intéresse appartient à la droite conservatrice. Par ailleurs une adjointe influente du maire de Paris est une élue de cet arrondissement.

- La préfecture de Paris est la plus haute instance déconcentrée de l'administration d'État, à la tête de

laquelle se trouve un préfet nommé par le gouvernement. Il sera surtout question dans ce qui suit du chef de cabinet du préfet, chargé de la coordination de l'action des différents services de la préfecture et plus proche collaborateur du préfet.

- Le rectorat et l'inspection académique sont les principales instances déconcentrées de l'administration de l'éducation nationale.

Tous ces acteurs collectifs ont partie liée aux questions d'école, de scolarisation ou d'éducation, certains sont des militants de l'école, associations de parents d'élèves ou syndicats enseignants, d'autres sont responsables de l'action publique d'éducation, du point de vue administratif ou politique. Ils ont en commun de tous participer à la régulation de cette action mais l'affaire relatée dans la suite de cet article fait ressortir les ressources dont chacun dispose pour faire valoir, en se mobilisant ou en créant la controverse, ce qu'il estime bon ou juste ou simplement pour appuyer son intérêt, couplé ou non à l'intérêt collectif.

L'essentiel du recueil de données auquel il a été procédé a consisté à suivre au plus près et en temps réel le déroulement de l'affaire. Nous avons utilisé pour cela des outils classiques de la méthode ethnographique, soit une présence régulière sur les lieux du conflit, l'école et le squat voisin, tout spécialement lorsqu'un événement nous était signalé par ceux des protagonistes avec lesquels nous avons établi un contact confiant (en particulier certains militants du DAL et certains représentants des associations de parents d'élèves). Cela nous a permis d'engranger des notes abondantes sur nos observations, complétées d'entretiens sur le vif avec les protagonistes. Nous avons aussi pris directement contact avec tous ceux qui nous paraissaient avoir partie liée avec cette affaire (préfecture de Paris, mairie de Paris, instances des syndicats enseignants et des fédérations de parents d'élèves, etc.) avec lesquels des entretiens en forme ont été réalisés. Il faut reconnaître que deux populations nous ont échappé, malgré les efforts déployés pour les rencontrer : les squatters, dont les militants du DAL se sont faits les porte-parole officiels au point de faire obstruction aux contacts directs ; les enseignants de l'école Mérimée qui n'ont pas souhaité s'exprimer dans le cadre d'entretiens, à l'exception de la directrice.

Une suite de controverses et de mobilisations

Les controverses et mobilisations que notre suivi ethnographique a permis de repérer obéissent à un schéma logique et temporel spécifique tout en se renvoyant les unes aux autres. Nous en distinguerons quatre plus importantes, qui de ce fait se recoupent en partie mais peuvent aussi se décliner selon les motivations ou les raisons qui les animent.

La mobilisation initiale revendiquant le droit au logement pour tous se manifeste par le fait que des militants du DAL et des familles de mal-logés investissent, avec le soutien d'un ensemble d'associations, un immeuble inoccupé de la rue Mérimée. Cet événement se déroule au cours de la période des élections municipales, ce qui conduit les principaux candidats à prendre une position publique sur la situation du logement à Paris. D'emblée, l'installation des familles suscite une cohabitation tendue avec le proche voisinage que le DAL peine à contenir.

Une deuxième mobilisation, directement générée par la précédente, concerne les nuisances ou risques de nuisances que la présence du squat fait peser sur la tranquillité de la copropriété voisine de l'école et des écoliers et, au-delà, sur l'ensemble du quartier. La plainte sur laquelle se constitue cette mobilisation émane de divers riverains et de parents d'élèves dont quelques membres de l'association PEEP de l'école et du groupement local de parents. La difficulté à argumenter et à rendre publique cette plainte conduit à la transformer en une mise en cause du bien fondé de l'action du DAL.

Une controverse sur la sécurité de l'immeuble et de ses occupants est suscitée par la mobilisation initiale, dès l'occupation de l'immeuble par les familles de mal-logés et parallèlement aux plaintes revendiquant un droit à la tranquillité. Une des caractéristiques de cette controverse est d'être initiée par les pouvoirs publics (le maire d'arrondissement) et relayée par eux (la préfecture de police, la mairie de Paris, etc.). Une deuxième caractéristique de cette controverse est d'être partiellement réinvestie par riverains et parents qui dénoncent les nuisances créées par le squat : ils y trouvent un argument dont cette fois la recevabilité publique ne fait pas a priori problème. Enfin, une troisième caractéristique est constituée par la place qu'y occupe le registre juridique.

La quatrième mobilisation se rapporte au droit à l'école et à l'impératif de scolariser les enfants du squat dans les écoles du quartier de leur nouveau lieu de résidence, fussent-ils des occupants sans titre : c'est cette mobilisation qui a tout d'abord attiré notre attention et qui constitue le cœur de cet article.

Un des enjeux de l'affaire étudiée tient à cette imbrication des différentes controverses et revendications suscitées par le squat, mais il faut également insister sur la pluralité des modes d'engagement (Thévenot, 2005) de ceux que nous qualifions de militants de l'école, que ce soit de manière collective ou de manière individuelle. L'irruption de mal-logés dans un quartier bourgeois⁴, la tranquillité du voisinage de l'immeuble occupé, la sécurité du bâtiment concerné, la scolarisation des enfants des familles occupantes sont les moteurs de mobilisations qui enrôlent les mêmes acteurs, individus, associations locales et collectifs nationaux – et parmi eux des parents d'élèves – tout en s'inscrivant dans des temporalités décalées, contribuant à ouvrir plusieurs fronts dans l'affaire suivie et autant de tentatives de médiatisation. Au fil du temps, la question de la scolarisation finit cependant par occuper une place centrale autour de laquelle s'ordonne l'ensemble des autres enjeux, polarisant les différents protagonistes entre diverses postures attelées à des argumentations qui ne seront départagées *in fine* que par le recours à la justice. Si aucun des acteurs ne peut se déclarer publiquement opposé à la scolarisation des enfants de l'immeuble occupé, cette question devient l'élément déterminant d'un ensemble de polémiques.

D'un problème de logement à un problème de scolarisation

La mobilisation en faveur de la scolarisation des enfants du squat se développe en deux phases distinctes bien identifiables. La première d'entre elles est délimitée par les quelques mois qui vont des débuts de l'occupation, au printemps, jusqu'aux vacances d'été. Au cours de cette période, le DAL est le seul acteur visible engagé sur ce front. Le syndicat SUD-Education et la FCPE-Paris sont informés et suivent l'affaire de près sans pour autant être encore fortement partie prenante. La seconde phase s'étend de la rentrée suivante jusqu'au milieu de l'année scolaire. Elle se caractérise par deux éléments : d'une

part, l'enrôlement de plusieurs acteurs collectifs autour de la cause de la scolarisation et sa médiatisation à la suite de l'organisation de manifestations et d'occupations ; d'autre part, le recours au contentieux juridique qui contribue à déplacer la polémique sur le droit à l'école de l'espace public politique à la scène juridique elle-même.

Entre le moment où l'immeuble est occupé et le début des vacances estivales, la plupart des enfants terminent leur année scolaire dans leur école d'origine, à l'instar de nombreux enfants qui déménagent en cours d'année d'un arrondissement parisien à un autre. De plus le squat pouvait être envisagé, par les familles, comme une situation transitoire vers un prochain relogement en bonne et due forme. Toutefois, le DAL, que des occupations antérieures ont sensibilisé à la question, a pris très tôt la mesure des problèmes et s'inquiète de la scolarisation des enfants dès l'installation des familles dans l'immeuble de la rue Mérimée. Après une première demande infructueuse d'inscription des familles à la mairie d'arrondissement, les courriers émanant du DAL, assortis de la liste des enfants concernés, se succèdent, adressés à l'inspection académique, à l'adjoint au maire de Paris chargé des affaires scolaires, à la préfecture de Paris, puis de nouveau au maire d'arrondissement lui-même, sans succès. Les interventions épistolaires des uns et des autres auprès du maire d'arrondissement, lorsqu'elles ont lieu, ne modifient pas sa conduite et il s'en tient à son refus d'inscrire les enfants afin de ne pas pérenniser leur présence dans un immeuble dont la sécurité n'est pas assurée. En juillet, le DAL réitère ses démarches en envoyant une nouvelle série de courriers au ministre de l'Éducation nationale, au préfet de Paris, au maire de Paris ainsi qu'à son adjointe chargée de la lutte contre l'exclusion. Ces courriers insistent sur l'enlèvement de la situation et la conséquence, en termes de déscolarisation, qui en résulte pour les enfants.

Au cours de cette même période, les autres acteurs concernés appréhendent d'une autre manière la question de la scolarisation des enfants de l'immeuble occupé. Interpellé, au tout début de l'occupation, par des représentants des parents d'élèves venus lui faire part de leur inquiétude sur la présence du squat voisin de Mérimée, le maire d'arrondissement déclare qu'il ne signera pas les demandes d'inscription dans les écoles de son secteur. C'est ainsi qu'il rejette entre

mars et septembre toutes les demandes d'inscription, collectives ou individuelles, qui lui parviennent des familles de mal-logés. Les familles arguent du fait qu'elles ne souhaitent pas maintenir leurs enfants scolarisés dans leur école d'origine en raison de la durée des trajets en transport en commun. Le maire d'arrondissement justifie son refus en faisant valoir l'infraction pénale de « mise en danger d'autrui » à laquelle les familles s'exposent en continuant à résider dans un immeuble qui ne répond plus aux normes usuelles de sécurité et à laquelle lui-même s'expose également en pérennisant d'une quelconque manière leur maintien dans les lieux. Informé des limites institutionnelles de son opposition, il déclare à un journaliste du *Figaro* qui rappelle l'obligation de scolarisation faite au maire et une jurisprudence du Conseil d'État stipulant que des squatters sont des habitants de l'arrondissement : « Je peux être contraint par le préfet d'exécuter l'obligation qui pèse sur moi... Nous verrons bien ».

Les autorités académiques locales sont parmi les plus promptes à réagir face au problème qui est en train de germer. La directrice de l'école Mérimée indique que c'est l'intervention de l'inspectrice de circonscription qui a précipité les choses en matière de prise de conscience strictement scolaire... Dès le dimanche matin où l'immeuble est investi par les familles et le DAL, la directrice s'inquiète de la présence de cars de gendarmes sous les fenêtres de l'école dont elle occupe le logement de fonction et prévient l'inspectrice qui s'inquiète des conséquences pratiques – en termes d'inscription scolaire – de l'arrivée de nouvelles familles dans le quartier. Elle se rend aussitôt sur place et identifie les possibilités d'accueil au sein des écoles de sa circonscription en commençant par Mérimée : « Elle est beaucoup plus administrative que moi, dit la directrice en parlant de son inspectrice, et elle m'a demandé combien d'enfants arrivaient. Elle est venue dès le dimanche matin et elle a tout de suite établi le nombre de places disponibles dans les écoles; elle a tout de suite vu la scolarisation ». Ce dénombrement réalisé, les autorités académiques comme la directrice préfèrent attendre l'autorisation d'inscription, qui est du ressort du maire, pour intégrer effectivement les enfants. Début septembre, au moment où la mobilisation prend une ampleur médiatique, les autorités académiques promettent de « fournir aux enfants une personne qui assurerait le soutien pour rattraper

le retard » et la directrice de Mérimée confie à une journaliste du quotidien *Libération* : « C'est vrai, nous avons de la place, mais je suis dépendante de la décision du maire ». La position attentiste de la directrice et de l'équipe pédagogique est d'ailleurs critiquée, tant du côté des quelques parents que du côté des syndicats enseignants qui soutiendront la mobilisation en faveur de la scolarisation.

Le souci de la scolarisation des enfants

Chez les parents d'élèves, les réactions diffèrent selon les instances. Pour certains d'entre eux, essentiellement des représentants de la PEEP et de l'Union des indépendants, la question de la scolarisation apparaît hors champ au cours du printemps : « La base du problème, ce n'est pas les enfants scolarisés, c'est le squat à côté d'une école ». Les parents inquiets sont davantage préoccupés par la menace que la présence du squat fait peser sur la tranquillité de la communauté de voisinage et de l'école que par la présence d'enfants issus de l'immeuble occupé au sein de l'école. Durant les premiers mois, la question de la scolarisation des enfants semble avoir été, dans leur esprit, relativement dissociée de celle du squat lui-même et les mobilisations que suscitent chacune des deux affaires s'inscrivent dans des temporalités distinctes. Une représentante de la PEEP explique : « Le problème en juin ne se posait pas comme ça. Ces enfants en juin, ils allaient dans une autre école. On les voyait partir... Le problème ne se posait pas vraiment. Ils en parlaient, on en parlait... Mais on nous répondait des trucs évasifs comme quoi ils étaient déjà scolarisés. Le maire nous répondait : de toute manière si on fait des demandes je ne signerai pas ».

Du côté des membres du conseil local de la FCPE, quelques parents, empreints de sollicitude vis-à-vis des conditions de vie des familles occupantes, tentent de prendre contact avec elles avant de renoncer, rebutés par l'accueil que leur fait le DAL. Cet élément, renforcé par le fait que la FCPE-Paris omettra de les tenir au courant de son engagement en faveur de la scolarisation aux côtés du DAL, contribue à maintenir durablement hors champ les parents FCPE de l'école Mérimée. Informée par le DAL du problème de la scolarisation, la FCPE-Paris a effectivement commencé à appuyer dans ses démarches auprès des différentes autorités publiques, dès

avant les congés d'été, comme l'attestent les propos d'un membre du cabinet du préfet : « On a été saisis avant les vacances, de manière un peu brouillonne, par le DAL et la FCPE, et ça s'est accéléré après la rentrée de septembre. J'ai eu des conversations, avant les vacances d'été avec le président de la FCPE et le DAL, pour leur demander de faire au moins, au niveau des enfants, les démarches administratives correctes, ce qu'ils n'ont pas fait. Il y a un problème général sur la manière dont parfois les gens considèrent que des mobilisations les exonèrent des formalités administratives tout en pensant par ailleurs que le droit les sauvera contre à la fois l'administration et le maire. C'était faire les démarches qui sont demandées à tout parent à Paris lorsqu'il déménage, c'est-à-dire signaler au directeur de l'école de départ que les enfants vont partir et au directeur de l'école d'arrivée que les enfants vont arriver ».

Si elle ne conteste pas la justesse de la cause défendue, l'administration préfectorale est soucieuse du respect de la procédure et s'inquiète de la fragilité juridique des dossiers, qui seront présentés ultérieurement devant le juge des référés.

Durant toute cette première période, la mobilisation en faveur de la scolarisation des enfants de l'immeuble occupé est quasi exclusivement l'affaire du DAL qui procède en recourant au répertoire d'action (Tilly, 1986) propre à ce type de contestation : l'interpellation réitérée des différentes autorités publiques par l'intermédiaire d'une série de courriers et la sollicitation d'entretiens. Les autres acteurs suivent de plus ou moins près l'évolution de la situation, mais à ce stade leur visibilité demeure faible. À l'exception notable d'un article du *Figaro*, beaucoup lu dans l'arrondissement, la scolarisation des enfants, bien qu'étant une préoccupation constante du DAL, est absente des médias qui se focalisent sur la réquisition de l'immeuble par le DAL et sur la controverse concernant sa sécurité. L'article, qui date du mois de mai, est également centré sur ce dernier aspect. Il revient sur les risques encourus par les occupants de l'immeuble en donnant la parole au maire qui fait abondamment état du rapport que la commission de sécurité de la Préfecture de police vient de lui faire parvenir. Le refus de scolariser les enfants de l'immeuble concerné y est brièvement évoqué et présenté comme « le seul paramètre restant à la discrétion du maire d'arrondissement » pour

« tenter d'obtenir le départ des squatters qu'il juge en danger ». Bien avant la rentrée scolaire, à partir de laquelle s'orchestre une mobilisation de grande ampleur pour dénoncer le scandale constitué par le refus du maire d'inscrire à l'école de leur nouveau lieu de résidence les enfants du squat, l'argumentaire du maire d'arrondissement est déjà mis en place : il a été utilisé dans un courrier adressé aux familles et testé au sein de l'espace public médiatique.

En septembre, lorsque s'annonce la rentrée des classes, un refus d'inscription est encore une fois notifié aux familles qui viennent de renouveler leur démarche. Toutes les autorités concernées sont informées sans qu'aucune ne se sente autorisée à agir. C'est alors que la question de la scolarisation prend une tournure publique, où « l'arène médiatique » fonctionne comme un amplificateur (Barbot, 1999). La mobilisation en faveur de la scolarisation tend alors à éclipser les autres objets de revendication.

Les difficultés de mobilisation des militants de l'école

La mobilisation en faveur du droit à l'école rassemble, outre le DAL, de grandes organisations militantes de gauche, la FCPE, la FSU, SUD, mais, au bout du compte, peu de personnes physiques. C'est que la cause ne fait pas l'unanimité et que ces grands collectifs nationaux se trouvent confrontés aux dénonciations de récupération politique de la part de leurs adversaires, mais plus encore gênés par les réticences de nombre de leurs adhérents locaux, ce dont du reste témoignent nos difficultés à les rencontrer.

L'engagement du syndicat enseignant SUD-Education aux côtés du DAL est présenté par l'un de ses responsables comme étroitement lié à son positionnement au sein de l'espace syndical. SUD-Education intervient « sur le terrain professionnel mais aussi sur l'interprofessionnel au sens très large, y compris les questions de société, en particulier la revendication du respect des droits fondamentaux comme le droit à l'éducation, bien sûr, mais aussi le droit à la santé, le droit à la libre circulation des personnes et le droit au logement et à la dignité ». Et il précise : « C'est quand même significatif que la première lutte à laquelle nous ayons participé, dès notre création en 1996, la première lutte dans

laquelle on se soit investis, c'est celle des sans-papiers de Saint-Bernard⁵ ». À la même époque, des relations suivies d'échanges, de travail et de soutien aux luttes du DAL sont nouées et le responsable rencontré indique que SUD-Education s'est déjà occupé de la scolarisation des enfants résidant dans des immeubles réquisitionnés par le DAL, à Paris comme en banlieue. Peut-être en raison des relations établies de longue date avec le DAL, il semble avoir été le syndicat enseignant le plus présent au quotidien. Son responsable explique que le SNUIPP « a essayé d'être un petit peu présent sur le terrain mais bon, il n'a pas finalement tenu la distance, parce que ce n'est pas dans ses habitudes militantes ». Quant aux deux autres principaux syndicats enseignants, le SE-UNSA et le SGEN-CFDT, ils se seraient contentés, aux dires du même interlocuteur, « d'un soutien de papier » sans assurer de présence militante lors des diverses manifestations ou occupations réalisées. Le 7 septembre au matin, lors d'une de ces manifestations de rentrée devant le rectorat, qui rassemble quelques syndicalistes et des représentants d'écoles exigeant une ouverture de classe ou protestant contre la fermeture d'une autre, le représentant de SUD-Education fait le tour des présents en vue de les alerter sur la situation de l'école Mérimée : « Le problème dure depuis mars dernier. Il reste 36 mômes non scolarisés alors que c'est contraire à la loi. La loi dit même que si on trouve un enfant d'âge scolaire dans la rue à une heure d'école, on doit le prendre par la main et l'emmener à l'école la plus proche. On doit scolariser même les enfants de nomades, de Tsiganes, c'est indépendant du domicile des parents ».

Mais l'intervention des syndicats d'enseignants est la cible de plusieurs critiques : certains parents et riverains les accusent de viser une récupération politique, le représentant du préfet leur reproche de ne pas servir la cause de la scolarisation et s'insurge contre la façon dont la mobilisation a été menée. Les syndicats sont en effet soupçonnés de faire monter artificiellement les effectifs scolaires des écoles parisiennes afin de réduire les suppressions de classes, donc de postes d'enseignants. Ils feraient passer leurs intérêts corporatistes avant le bien des enfants.

La FCPE-Paris a, pour sa part, été très présente dans la lutte menée, à travers l'engagement de son président et plus encore d'une de ses administratrices, qui consacre l'essentiel de son temps libre, à partir de

septembre, à organiser et à coordonner la mobilisation en faveur de la scolarisation. Les militants du DAL insistent sur le caractère précieux du soutien de la FCPE qui non seulement a accès aux dispositifs administratifs mais en a aussi une maîtrise confirmée. On salue l'implication personnelle des deux administrateurs parisiens ainsi que celle du responsable de SUD-Education : « Ils sont venus sur le site, ils ont vu les parents ». La FCPE-Paris porte le dossier de la scolarisation aux côtés du DAL : avant les vacances d'été, son responsable parisien est ainsi reçu par le chef de cabinet du préfet. Dès la rentrée scolaire, elle orchestre la plupart des actions en faveur de la scolarisation : accompagnement des familles dans les démarches d'inscription, saisie des autorités administratives, communiqués de presse, appel à des rassemblements devant la mairie d'arrondissement, co-organisation d'une classe sauvage devant l'immeuble occupé, mise en place d'un soutien scolaire, tentative d'occupation de l'école voisine, recours juridiques.... Le fort investissement de la FCPE-Paris est également rappelé par le responsable de SUD-Education, qui souligne la combativité de ses dirigeants tout en leur prêtant des desseins politiques : « La configuration n'était plus la même à la mairie de Paris. La mairie de Paris avait changé et là pour la FCPE-Paris, c'était un moyen de mettre en contradiction une mairie d'arrondissement de droite avec une mairie avec laquelle elle a des liens quand même ! ». Les parents opposés à la présence du squat en viennent même à accuser la FCPE-Paris de poursuivre d'autres mobiles que celui de régler le problème des enfants déscolarisés...

La FCPE-Paris se trouve bientôt confrontée à une forme d'adversité là où elle pouvait escompter des appuis dans son combat en faveur de la scolarisation – un des responsables des affaires scolaires à la mairie de Paris se trouve être son ancien président. En effet, la mairie centrale, par ailleurs propriétaire des locaux occupés, refuse de prendre la responsabilité d'inscrire les enfants mais engage aussi devant le Tribunal de grande instance (TGI) une procédure en vue de l'expulsion des familles. Le malaise est particulièrement manifeste au sein de l'équipe chargée des affaires scolaires. Elle est régulièrement interpellée par les nouveaux leaders de la fédération, puis mise en cause pour le caractère fragile de son soutien : « Il [i.e. l'ancien président de la FCPE-Paris] nous lâche bien. Il ne me rappelle pas alors qu'il sait très bien pourquoi je l'appelle. Il n'est pas très courageux. On

n'est même pas soutenus pas les affaires scolaires ». Quelques semaines plus tard, le découragement cède à la colère : « C'est vrai qu'il trouve que nous remuons trop sur le dossier Mérimée, mais il n'a qu'à démissionner de la FCPE nationale ! Sa position est ridicule : le cul entre deux chaises ! » L'investissement des deux administrateurs de la FCPE-Paris ne fait pas non plus l'unanimité au sein du conseil local FCPE de l'école Mérimée. Si ses membres partagent bien les objectifs de leur centrale quant à l'exigence de scolariser les enfants du squat, ils se montrent nettement plus réservés sur la façon de procéder de la FCPE-Paris, jugée désinvolte. La présidente du conseil local de la FCPE de l'école Mérimée explique par exemple : « Ils font partie du secteur de l'école, il n'y a pas de problème, il fallait qu'ils soient scolarisés. Avec l'action de la FCPE, il n'y a pas de problème, j'étais d'accord éventuellement sur une action, mais ce qu'il y a c'est qu'on ne m'a même pas demandé : qu'est-ce que tu en penses ? ». La nature des actions engagées par la FCPE-Paris est l'objet de dissensions internes dont se font l'écho tous les autres protagonistes : le dirigeant du syndicat SUD, les représentants des autres associations de parents comme la directrice de l'école qui précise : « La FCPE locale a été complètement dissidente de la FCPE de Paris et il y a eu des échauffourées... »

Le combat en faveur du droit à l'école engage des collectifs constitués de longue date et reconnus par la plupart des instances sollicitées. Les organisations comme les syndicats enseignants ou la FCPE représentent des dizaines voire des centaines de milliers d'adhérents. Toutefois, leur potentiel mobilisateur, dans le cadre d'actions concrètes en faveur de la scolarisation des enfants du squat, demeure réduit. Lors d'un rassemblement en septembre devant la mairie d'arrondissement, on compte moins de dix personnes présentes par délégation. La FCPE, en particulier, n'est représentée que par le président et une administratrice de la fédération de Paris et par trois militantes isolées venues d'autres écoles. Aucun parent FCPE de l'école Mérimée ne s'est déplacé. Les quelques manifestants présents déplorent la difficulté de mobiliser les parents autrement que sur des enjeux très locaux et regrettent la quasi-disparition des actions de solidarité. Dès lors, plutôt qu'une mobilisation d'emblée vouée à l'échec, la plupart des actions menées privilégient une dramaturgie spectaculaire, qui seule permet d'accéder à l'espace médiatique.

Les nécessités de l'appel aux médias

Les formes d'action traditionnelles des parents d'élèves peinant à mobiliser, les organisations engagées dans le combat en faveur de la scolarisation cherchent à mieux s'ajuster aux exigences médiatiques et à susciter ainsi l'intérêt de l'opinion publique. Deux des actions entreprises – l'organisation d'une classe sauvage sur le trottoir, au bas de l'immeuble occupé, et une tentative d'occupation de l'école du quartier – attestent des déplacements du répertoire de l'action collective (Fillieule, 2005), en particulier des parents d'élèves (Dutercq & Lafaye, 2003), et des critiques auxquelles s'exposent ces nouvelles formes de protestation. À l'inverse les parents hostiles à la présence du squat restent dans un répertoire d'action très classique mais ils se signalent par leur grande obstination, harcelant de visites le maire d'arrondissement, par ailleurs très bienveillant à leur égard.

L'organisation d'une classe sauvage sur le trottoir de la rue Mérimée ou la tentative d'occupation de l'école du quartier ne nécessitent pas une logistique lourde : des tables, des chaises, des cahiers, des enseignants permanents syndicaux volontaires pour la première, quelques militants aguerris pour la seconde. Ces manifestations sont conçues selon une mise en scène apte à les faire accéder au rang d'événements médiatiques, ce qui exige aussi des contacts préalables avec des journalistes spécialisés, susceptibles de couvrir l'événement. Dans les deux cas, les enfants des familles de mal-logés sont sollicités dans la mesure où le scandale de la situation qui leur est faite doit pouvoir être incarné et donné à voir, mis en images par les chaînes de télévision. Lors de la préparation de l'occupation de l'école, l'absence d'enfants est un sujet d'inquiétude : « On va encore nous dire qu'on manipule les familles », s'exclame l'administratrice de la FCPE. Quelques personnalités connues pour leur engagement humanitaire sont venues apporter à la fois leur caution morale et leur présence médiatique et à l'action menée. Sans surprise, c'est leur personne que cadrent les caméras et c'est leur parole qui est enregistrée et répercutée.

Ce type d'action spectaculaire est à la fois dénoncé par les parents opposés au squat (« le DAL n'a rien à faire de l'inscription des enfants, tout ce qui l'intéresse c'est de faire du bruit » affirme une représentante de l'Union des indépendants) et par les membres du

conseil local de la FCPE. Certes, mais les manières de faire du DAL ont évolué : au début des années 1990, à la suite de l'expulsion d'un squat, l'association avait cherché à scolariser de force les enfants dans l'école du quartier, au contraire le choix de la classe sauvage sur le trottoir résulte d'une volonté de ménager les parents de l'école : « On a fait le constat qu'on allait à l'affrontement avec les parents d'élèves qui étaient complètement hostiles. Donc, on s'est dit : on ne va pas aller se battre avec des parents d'élèves et les gosses au milieu ».

De la même façon, lors de la tentative d'occupation de l'école Mérimée, trois mois plus tard, on met l'accent sur les perturbations que l'action peut produire sur les enfants. Plusieurs parents en colère apostrophent les militants et une des personnalités présentes au moment où ils tentent d'investir l'école : « Vous faites peur à nos enfants ! ». Ainsi l'action en faveur de la scolarisation participe-t-elle du trouble à la quiétude dont se plaignent les parents hostiles au squat.

Bien que favorable à la scolarisation des enfants et aux objectifs en ce sens poursuivis par la FCPE, une ancienne responsable du conseil local de la FCPE de Mérimée développe un point de vue qui rejoint les critiques adressées par les parents hostiles au squat lors de la tentative d'occupation de l'école : « En appelant la télévision et en faisant une manifestation sur le trottoir avec les enfants dans le champ de vision de la caméra, ça fait plus impressionnant, ça attire plus les médias que d'aller discuter auprès du maire ou du directeur. Ça ne me convenait pas, parce que j'ai trouvé que ça perturbait les enfants ». Elle accuse le président de la FCPE-Paris de prendre les enfants en otage et met en avant le caractère contre-productif de ce type d'action spectaculaire : « Ça générerait des réactions hystériques des parents indépendants qui eux restaient et relayaient ensuite auprès des autres parents. Une fois que le commando trottoir avait été réalisé par la FCPE, ça permettait bien au bureau parisien de parler dans la télé, mais ils n'étaient plus là ensuite... Et l'effectif de la FCPE était trop limité. Il se trouve que ce sont des femmes qui travaillent mais le résultat, c'est qu'elles ne faisaient pas le pilier devant l'école comme les femmes des indépendants qui rapportaient les événements d'une façon totalement déformée ». La contre-productivité de l'action est rapportée aux effets produits au sein de l'école : d'une part, les autres associations de parents s'en

sont saisis pour disqualifier le bien fondé des objectifs recherchés, d'autre part l'équipe pédagogique s'inquiète de la mauvaise publicité faite ainsi, selon eux, à l'école : « La directrice était assez favorable à nos interventions... Enfin pas à nos interventions « commandos trottoirs », mais à la démarche de scolarisation organisée par la FCPE. Mais elle n'était pas du tout favorable au chantier qu'on venait faire devant son école ».

Au-delà de la critique visant le répertoire d'action, se manifeste un grief vis-à-vis des responsables parisiens de la FCPE. Il leur est reproché de lancer des actions avant de s'être assuré que le travail militant post-médiatique puisse être correctement réalisé : dans le cas présent, être régulièrement devant l'école pour informer les parents non adhérents du bien-fondé de l'action et de ses objectifs. Les responsables de la FCPE-Paris délèguent cette partie du travail aux membres du conseil local mais sans les avoir consultés auparavant et sans avoir élaboré avec eux une action propre à les engager et à clarifier leurs relations ultérieures avec la communauté scolaire (autres parents, directrice, enseignants). Ces relations s'en trouvent durablement fragilisées.

S'inscrivant dans une temporalité courte, orientée vers le spectacle et nécessitant une mise en scène marquée par l'intensité dramatique, l'action médiatique est opposée au harcèlement épistolaire auprès des autorités publiques : « [Le président de la FCPE-Paris] est persuadé que c'est l'efficacité seule du coup médiatique, et moi je suis persuadée que le travail de fond organisé par le DAL et par les courriers administratifs est au moins aussi important et efficace que les coups médiatiques, sans perturber l'école ». Le désaccord entre cette représentante du conseil d'école et la FCPE-Paris porte clairement sur les répertoires d'action utilisés pour se faire entendre des pouvoirs publics. La question posée alors est celle des nouvelles formes de l'action militante : doit-elle viser la meilleure efficacité sans se soucier des moyens employés et dans ce cas la dramatisation à effet médiatique est opportune ? Doit-elle au contraire se montrer respectueuse des traditions et user de dispositifs de recours moins spectaculaires ? Selon la position occupée, la réponse diffère : alors que la FCPE-Paris cherche immédiatement à donner un retentissement médiatique à la question du droit à la scolarisation, les représentants de la FCPE locale plaident pour une action orientée

vers les instances administratives, mairie et rectorat, dans la mesure où l'une est responsable de l'inscription administrative des enfants et l'autre du respect de l'obligation scolaire. La question de l'opportunité du recours à des actions spectaculaires alimente jusqu'à la rupture le décalage entre la FCPE départementale et la FCPE locale.

Le combat en faveur de la scolarisation occupe l'espace public médiatique durant six mois, depuis la rentrée de septembre jusqu'au milieu de l'année scolaire. Pour les organisations et les collectifs qui s'y sont engagés, l'un des enjeux principaux est de faire respecter le droit à l'école. Pour ce faire, ce droit doit être dissocié de toute autre considération concernant les caractéristiques de l'immeuble et la situation de ses occupants.

Droit à l'école et droit à la scolarisation

Sur le combat en faveur de la scolarisation des enfants de l'immeuble occupé pèse le fait que s'y trouve mêlé l'ensemble des controverses préalables autour de l'occupation de l'immeuble.

L'inscription scolaire des enfants est en effet vécue comme une hantise par les parents et les riverains qui se plaignent de la présence du squat : c'est à leurs yeux le pérenniser avec les troubles qui lui sont associés. Le maire d'arrondissement lui-même considère qu'inscrire les enfants dans les écoles du quartier revient à confirmer leur installation et celle de leurs familles dans un immeuble dont il a réclamé l'évacuation immédiate en raison des risques avérés pour la sécurité des occupants. Il s'appuie sur cet argument pour répondre aux courriers de familles lui demandant de revenir sur son refus initial d'inscrire leurs enfants à l'école. Il a dans le passé, explique-t-il, favorablement accueilli de telles démarches, ce n'est pas le statut d'occupation qui motive son refus mais le risque encouru : « Pour ce qui me concerne, dans ma responsabilité de maire d'arrondissement, accorder l'autorisation d'inscription dans les écoles de l'arrondissement reviendrait à pérenniser votre présence dans l'immeuble et, par là même, à tomber moi-même sous le coup de l'infraction pénale de mise en danger d'autrui ». Ce motif est pris au sérieux par la préfecture de Paris, qui s'efforce d'évaluer, en termes juridiques, le lien entre inscription scolaire et état du bâtiment.

Si les argumentaires sont initialement distincts, la mobilisation des riverains attachés à la préservation de leur tranquillité et le combat personnel du maire d'arrondissement pour évacuer l'immeuble dangereux convergent sur la nécessité de ne pas perpétuer la présence des familles qui l'occupent. Bien plus, le risque signalé conduit des parents d'élèves, au départ hésitants sur la position à adopter, à soutenir le maire dans son refus d'inscrire les enfants. Chez une représentante de la PEEP locale, ce soutien entre ainsi en tension avec sa compassion envers les enfants concernés, contraints de faire de longs trajets pour rejoindre leurs écoles d'origine à l'autre bout de Paris : « Un jour de colère, j'ai dit : si ça continue, je vais aller moi-même à la mairie les inscrire ! Mais non, c'est vrai que ce serait vraiment légaliser ».

L'inscription scolaire n'est plus cette démarche administrative anodine destinée à affecter des enfants dans des écoles, mais elle est l'élément qui accrédite l'installation dans un lieu dont on pourra ensuite se considérer comme habitant⁶.

Pour les organisations qui soutiennent les familles de l'immeuble occupé, l'inscription des enfants à l'école du quartier où ils résident est un droit fondamental et sans condition. À preuve : la FCPE-Paris adresse un courrier au préfet en invoquant le préambule de la Constitution de 1946 et la Convention européenne des droits de l'homme ; lors d'une manifestation de protestation devant la mairie d'arrondissement, les familles qui occupent l'immeuble ont adopté pour slogan un « L'école c'est la loi », repris par tous les manifestants présents. Pour les mères de famille soutenues par le DAL, il n'y a pas d'autre justification qui vaille et elles entendent signifier qu'elles ne renonceront pas à faire valoir le droit à la scolarisation de leurs enfants : « Tant que nos enfants n'auront pas d'école, on ne sera pas fatiguées ».

Tous ceux qui se mobilisent en faveur de la scolarisation s'efforcent de dissocier la question de l'inscription scolaire de celle de l'occupation de l'immeuble. Cette dissociation, en circonscrivant la réflexion et l'action au domaine de compétence classique des associations de parents d'élèves, facilite la mobilisation des militants locaux de la FCPE, même quand ils ne partagent pas les conceptions de leur centrale sur les modalités de l'action engagée.

En revanche, l'affirmation du respect de l'obligation scolaire, indépendamment de toute autre considération, pointe un doute chez d'autres acteurs qui soutiennent le mouvement comme les représentants de la mairie qui revendiquent la scolarisation des enfants sans s'opposer à l'évacuation du squat : « Il ne faut pas mélanger le problème de l'occupation de l'immeuble par le DAL et la question de la scolarisation qui est obligatoire », affirme l'adjointe élue d'arrondissement.

Enfin, la dissociation de la question de l'obligation scolaire de celle du squat n'est pas uniquement le fait des militants du droit à l'éducation. Elle est reprise par le représentant de l'Union des indépendants qui défend une position legaliste en matière d'inscription scolaire : « Je pense qu'il y a des personnes qui auraient souhaité prendre des positions plus fermes, opposées à la fois à la présence du squat – mais ce n'était pas une question de parents d'élèves – et à l'intégration des enfants dans l'école. Je dirais que la volonté majoritaire de l'Union des indépendants a été d'avoir une position legaliste, c'est-à-dire ces enfants, comme tous les enfants, doivent être inscrits à l'école mais en respectant les règles d'inscription et les critères d'inscription ». Se focalisant exclusivement sur les questions scolaires, il s'emploie à faire ressortir, au nom de l'égalité de traitement, les manquements aux règles administratives dès lors qu'il s'est agi d'inscrire à l'école les enfants des squatters. Ce que dénonce également une représentante de la PEEP : « Les gens du quartier pour s'inscrire à l'école, il leur fallait deux justificatifs de domicile ! On en oublie un, on nous fait revenir pour aller le chercher et puis là non. Il y a des trucs, ça paraît un peu injuste ».

La connexion établie entre inscription scolaire, pérennisation du squat et sécurité du bâtiment, sur laquelle s'appuie le maire d'arrondissement pour refuser d'inscrire les enfants à l'école, est non seulement contestée par les militants du droit à l'éducation, mais elle leur paraît fallacieuse. Comme la plainte des riverains qui font état de troubles à la quiétude, ce refus est imputé à une hostilité à connotation raciste vis-à-vis de la population africaine. Dans la mesure où la contre-expertise demandée par le DAL a révélé que la partie de bâtiment occupé ne présente pas de risque pour les familles, l'immeuble disposant de conditions sanitaires quasi normales (eau et électricité), le maire d'arrondissement aurait été contraint d'user de la seule arme encore à sa disposition pour

faire pression, le refus de scolarisation. Il est vrai que, dans un premier temps, le service des écoles de la mairie a procédé à l'inscription d'enfants, au vu de l'attestation de domicile fournie par le DAL aux familles, avant de faire marche arrière. La publication de plusieurs articles du *Figaro* qui présentent l'inscription scolaire comme « le seul paramètre restant à la discrétion » du maire vient alimenter le soupçon ou conforter des certitudes.

Dans cette affaire les militants de tout bord apprennent que le droit n'est pas univoque, mais que, dans tous les cas, ceux qui s'en réclament doivent être attentifs à la cohérence de leur plainte : droit à la tranquillité, droit au logement et droit à la scolarisation ne sont pas du même ordre et peuvent entrer en contradiction sous certains aspects, mais ils peuvent être séparément reconnus. Les militants du DAL et tous ceux qui défendent la scolarisation des enfants du squat gagnent des points à partir du moment où ils savent canaliser leur demande et y mettre toutes les formes, même si cela ne suffit pas tout à fait pour avoir gain de cause, comme nous allons le voir.

L'inscription scolaire des enfants de l'immeuble occupé pose le problème du droit à l'école et du droit à la scolarisation. Pour les uns, il s'agit d'un droit indissociable et absolu : chaque enfant qui habite un lieu doit être accueilli dans l'école du secteur, indépendamment de toute considération concernant la légalité, la légitimité ou la conformité de sa situation d'habitant. Ses parents payent-ils un loyer ? Sont-ils squatters ? Le logement est-il aux normes, salubre ? Peu importe, la question n'est pas là. Pour d'autres, l'inscription scolaire est liée à la légalité ou à la conformité de la situation et peut être mise en question, sans pour autant que soit globalement dénié le droit à la scolarité. Les écoles et ceux qui en sont responsables, directeurs, inspecteurs de circonscription ou maires de quartier, ne peuvent trancher entre ces deux manières de concevoir la scolarisation. Les autorités académiques, administratives et politiques en charge des problèmes liés à la scolarité doivent donc externaliser la décision en faisant appel à une autorité de recours, la justice.

Une reconnaissance paradoxale du droit à l'éducation

Les militants de l'école se mobilisent au nom de l'obligation scolaire et du droit à l'éducation sans

trouver, plusieurs mois durant, le chemin approprié à la scolarisation des enfants concernés dans les écoles du quartier, avant de se tourner vers l'arène juridique.

Le recours à une procédure devant des tribunaux est vu comme la voie ultime, s'imposant lorsque les autres formes d'action ont échoué à permettre un règlement du conflit : la défaillance des différentes autorités, qui ne cessent de se renvoyer la balle, conduit les familles de mal-logés, avec l'appui du DAL et de la FCPE, à intenter une action en justice. Ce qui est considéré comme une démission des pouvoirs publics est unanimement critiqué, y compris par l'Union des indépendants dont le leader insiste sur les risques d'une juridicisation du politique (Commaille, Dumoulin & Robert, 2000 ; Roussel, 2003) et plus largement de la vie sociale : « Une fois de plus, on a essayé de s'en remettre à la justice. Le juge n'est pas là pour régler tous les problèmes ! Il n'est pas là pour organiser la vie en société ».

Mais la procédure juridique ne va pas de soi et, malgré leur expérience, les organisations qui la mènent au nom des familles l'apprennent à leurs dépens. Dans la mobilisation en faveur du respect de l'obligation scolaire, le droit à l'éducation apparaît si solidement établi aux yeux des militants qu'ils négligent les préalables matériels indispensables et rencontrent un premier échec. Le recours, préparé par la suite de façon très attentive (collecte des éléments de preuve et des bons arguments), n'a pas plus de succès : le Tribunal administratif déboute les trois familles ayant déposé un référé, au motif que le maire d'arrondissement n'avait pas été informé de la procédure dans les délais prescrits, tout en reconnaissant dans ses attendus que les enfants concernés étaient bien déscolarisés, ce qui conduit les familles à faire appel.

Alors même que les militants ont péniblement démarré un travail consistant à mettre leur revendication en faveur de l'obligation scolaire au format propre du droit administratif, c'est un jugement du Tribunal de grande instance (TGI), saisi par la mairie de Paris en vue de procéder à l'expulsion des familles, qui paradoxalement ouvre de nouvelles perspectives à la scolarisation. Ce jugement du TGI, tout en reconnaissant que le bâtiment est occupé illégalement, accorde aux familles un délai de dix mois avant expulsion, au motif que « les occupants ont fait

de sérieux efforts pour améliorer la sécurité de l'immeuble ». Là où le Tribunal administratif ne retenait pas l'argument du maire d'arrondissement consistant à faire dépendre l'inscription à l'école de la sécurité du bâtiment servant de domicile aux familles, le Tribunal de grande instance rend un jugement qui autorise la présence des familles dans le bâtiment occupé et sur lequel s'appuie la Préfecture pour envoyer une injonction à scolariser au maire d'arrondissement : « La décision du TGI a réglé, pour nous, un problème majeur puisqu'elle a indiqué que les travaux faits à l'intérieur par les occupants sécurisaient l'immeuble et elle a domicilié [les familles] de fait et de droit. Elle a pris acte du fait que les familles étaient vraiment domiciliées dans l'immeuble ». L'inscription scolaire des enfants est bien associée, dans le cas présent, à la domiciliation, contrairement à ce que réclamaient les militants du droit à l'éducation. L'élément qui a changé est l'existence d'un fondement juridique à la présence des familles dans l'immeuble.

L'injonction du préfet n'ayant porté que sur les enfants âgés de six ans et plus, la FCPE et les familles intentent, début janvier, un nouveau recours au Tribunal administratif afin de faire reconnaître le droit à la scolarisation de tous les enfants dès la maternelle. Le jugement, rendu peu après, se réfère à l'article 131-1 du code de l'éducation et fait injonction au maire d'arrondissement d'inscrire tous les enfants de plus de trois ans dont les parents ont fait la demande.

Ce dernier jugement met fin, après onze mois, à la controverse autour de la scolarisation. Pour le représentant du préfet, il s'apprécie sur la base des conséquences pratiques qu'il est susceptible d'engendrer : « On a du reste saisi le Ministère de l'Éducation nationale, la Direction juridique du Ministère de l'Intérieur et la Direction générale des collectivités locales pour leur signaler la portée de la décision du TA de Paris. Parce que s'il y a obligation scolaire en maternelle dès lors que les familles en font la demande, ça veut dire qu'il y a obligation pour toutes les communes d'organiser la scolarisation en maternelle. Ça a un impact financier qui n'est pas négligeable. Et ça personne ne l'avait mesuré ! ». À l'inverse, du côté des militants du droit à l'éducation, il est vécu, au-delà de la scolarisation effective des enfants qui s'ensuit, comme une victoire et un progrès dans la mesure où la décision du tribunal administratif étend l'obligation d'inscrip-

tion aux enfants en maternelle. Le représentant de SUD se réjouit de la jurisprudence que le jugement annonce : « Alors là, on a gagné quand même en deux fois, d'abord pour les enfants de l'élémentaire, et une deuxième fois pour les enfants de maternelle, bon là-dessus on est très satisfaits, parce que c'est une vraie jurisprudence, hein ! ». L'administratrice de la FCPE qui a suivi ce dossier depuis de nombreux mois se félicite du fait que non seulement ce jugement permet la proclamation d'un principe général – l'obligation d'inscription en deçà de l'âge légal de scolarisation – mais qu'il reconnaît pleinement le droit à l'éducation : « On est contents parce que la confusion a bien été écartée. Il y a un droit à l'éducation, point barre. Il fallait prononcer ce droit. On est contents parce que c'est le premier jugement sur ce point, ça va faire jurisprudence. On se sera pas accrochés pour rien... C'est bien que le droit soit enfin remis à sa place ».

Ce que les militants de l'école auront appris

L'action des militants de l'école a changé de forme : l'action collective traditionnelle, incarnée par syndicats enseignants et fédérations de parents d'élèves, s'est essouffée sans qu'on puisse pour autant estimer que la demande sociale en matière de scolarisation et de qualité de l'école se soit affaiblie, bien au contraire (Dutercq, 2001). Elle est en grande partie relayée par l'action stratégique individuelle mais aussi par une action à plusieurs qui réunit, le temps d'une mobilisation, un ensemble d'acteurs collectifs et individuels, liés directement ou indirectement au monde de l'école, parce que la problématique scolaire (le droit à l'école) est elle-même le plus souvent articulée à d'autres problématiques qui lui donnent tout son sens (droit au logement, droit à la sécurité, etc.). L'étude d'une suite de mobilisations nées de la controverse autour de la scolarisation des enfants du squat de la rue Mérimée fournit des éléments d'élucidation du statut du militantisme scolaire, tel qu'il s'est récemment redessiné.

Les militants de l'école face au déplacement du répertoire de l'action collective

Les causes des difficultés actuelles d'expression de la protestation collective ont été pointées et largement étudiées : crise du modèle de la représentation

collective et de ses canaux habituels, politiques et syndicaux, défaillances du modèle français d'accès au politique. C'est sur ce dernier point qu'il nous paraît intéressant de d'abord insister.

La faible ouverture à la demande sociale des responsables administratifs et politiques français rend difficile la construction d'une revendication qui attire leur attention par son seul bien-fondé, ce qui oblige à recourir à d'autres ressources pour être entendus. Pour créer le rapport de force requis, les fédérations de parents sont conduites à mener un important travail de lobbying et de médiatisation, et ce avec plus ou moins de succès. Quant aux nouveaux mouvements de parents, nés à la base, sur le modèle de la coordination, ils cherchent volontiers à construire un réseau multisectoriel qui augmentera leur visibilité. Ces changements de stratégie entraînent des déplacements du répertoire de l'action collective et des critiques de la part de ceux qui sont attachés à une action traditionnelle fondée sur la recherche d'arguments convaincants et la négociation avec les autorités politico-administratives.

Dans l'affaire que nous avons étudiée, ce désaccord est très perceptible dans les différences d'appréciation au sein de la FCPE sur les actions menées pour interpellier les pouvoirs publics entre les représentants locaux des parents et la FCPE-Paris car elles portent explicitement sur les répertoires d'action utilisés. Les membres de la FCPE locale souhaitent faire entendre la cause des enfants des squatters à partir du seul recours auprès de la mairie et de l'inspection académique, coresponsables de la scolarisation. Ce mode d'action limité leur paraît en phase avec les différences d'appréciation des parents de l'école de la rue Mérimée. Mais, comme on a pu le percevoir dans d'autres affaires, les militants de base des fédérations de parents d'élèves ne sont pas toujours entendus de leurs instances départementales et nationales, dont les mots d'ordre et les logiques d'action répondent à d'autres logiques que celles qui accompagnent les préoccupations de terrain (Dutercq & Lafaye, 2003). Ces désaccords sont du reste souvent la cause de la désaffection des fédérations traditionnelles au profit de coordinations locales ou du pur et simple retrait de l'action militante.

Par rapport à la scolarisation des enfants du squat de la rue Mérimée, la FCPE-Paris est gênée dans sa

capacité à faire du lobbying auprès des instances responsables. En effet, elle est liée à l'équipe récemment mise en place à la tête de la mairie de Paris, au sein de laquelle son ancien président occupe un poste de responsable : c'est une situation totalement inédite dont elle ne parvient pas à profiter, ce qui du reste crée une crise en son sein. Son ancien leader ne constitue pas le point d'appui espéré, tandis que la mairie de Paris joue elle-même sur plusieurs tableaux, puisque l'adjointe élue de l'arrondissement soutient la lutte en faveur de la scolarisation des enfants tout en cautionnant l'expulsion de leurs familles demandée par la mairie centrale en tant que gestionnaire du bâtiment. De cette manière, il ne reste plus à la FCPE-Paris qu'à suivre la position du DAL et de SUD-Education, qui optent d'emblée pour des actions spectaculaires destinées à porter l'affaire dans « l'arène médiatique » : manifestations bruyantes devant l'école, organisation de classes sauvages dans la rue, etc.

Cette évolution du répertoire de l'action collective, issue des luttes menées par les nouveaux mouvements sociaux (Siméant, 1998 ; Touraine, 1999), concerne ici, et c'est ce qui est remarquable, une instance collective à l'organisation et au fonctionnement s'inscrivant pourtant dans le respect des règles administratives et surtout active dans les nombreuses instances de débat et de concertation installées par l'administration, notamment depuis le mouvement français de décentralisation des années 1980 (Spanou, 1991). Cette contamination d'une forme spectaculaire d'action collective à des mouvements constitués et traditionnels atteste l'épuisement de l'ancien modèle, tout spécialement dans des configurations comme celle que nous avons étudiée où ce sont plusieurs mouvements qui sont liés entre eux et qui touchent donc plusieurs secteurs de l'action publique (logement, sécurité publique, éducation). A la seule exception de la directrice de Mérimée, que sa fonction oblige à intervenir, même *a minima*, l'absence quasi-totale des enseignants de l'école dans les combats menés atteste de leur difficulté à se positionner face aux nouveaux problèmes d'ordre éducatif ou scolaire.

Il est probable que notre affaire renvoie à une période charnière du militantisme scolaire : sur ce point, les mobilisations récentes autour de la cause des enfants de sans papiers fournissent un éclair-

tant témoignage d'une nouvelle et forte prise de conscience. On a pu voir en effet dans ces affaires une évolution du comportement des enseignants qui se sont bien souvent placés en première ligne pour protéger, ou tenter de protéger, les enfants et leurs parents des expulsions. La lutte à laquelle nous nous sommes intéressés, intervenue dans la période précédente, avait au contraire mis en relief la frilosité des enseignants, y compris militants, pris entre des exigences de justice contradictoires : c'est que l'action en faveur de la scolarisation ne souffre pas d'exception et que l'engagement en sa faveur suppose d'accepter la prise en compte des autres revendications sociales et politiques auxquelles elle est inévitablement connectée. Bourdieu l'a souvent rappelé quand il expliquait que toute son œuvre avait tendu non à désespérer les salles de professeurs mais au contraire à inciter les enseignants à intervenir et à agir pour contrer les mécanismes d'injustice : « Il y a des responsabilités différentielles qui sont souvent des responsabilités inscrites dans des structures, dans des mécanismes très compliqués qui dépassent les capacités des agents, ce qui ne veut pas dire que les agents ne peuvent pas faire quelque chose. En prenant conscience, ils peuvent contrarier les mécanismes, ils peuvent éviter de les servir par inconscience, ils peuvent même, je pense, en s'organisant collectivement, parvenir à en altérer profondément l'efficacité » (Bourdieu 1991)

La régulation de l'action publique par le droit

Le deuxième grand enseignement à tirer de cette affaire se rapporte à l'évolution de l'action des militants de l'école. Les enfants sont l'enjeu essentiel de l'affaire que nous avons suivie, et ce parce qu'ils interviennent à la fois dans la genèse des mobilisations, dans leur évolution, dans leur clôture, puisque c'est le droit à la scolarisation qui est au centre des jugements qui donnent un point final à la controverse. Ils sont à la fois au cœur des mobilisations (car c'est surtout au nom de leur bien qu'on se bat) et des controverses (en raison des interprétations concurrentes qu'on peut faire de ce même bien). Ils fournissent à chacun des opportunités renouvelées d'entrer dans l'action.

Il est vrai que les enfants constituent un motif (un prétexte) facile à exhiber pour tout porteur d'une

cause : ils sont ainsi, dans notre affaire, la mauvaise conscience des parents de la PEEP qui, tout en arguant pour le démantèlement du squat, se défendent de dénier aux enfants des mal-logés de bénéficier du droit à l'éducation et à l'école comme tout enfant vivant en France.

L'inscription scolaire des enfants du squat génère une controverse qui peut être considérée de deux points de vue différents, qui partagent du reste les protagonistes en deux camps. Les uns considèrent qu'elle répond à une obligation légale, à un droit absolu, c'est-à-dire non articulé à d'autres questions. Les autres estiment que la scolarisation des enfants contribue à légitimer leur présence, et celle de leurs parents, dans des locaux dangereux pour leur sécurité et pour leur santé. Les deux camps ne peuvent trouver de solution commune concernant l'affectation scolaire des enfants car ils ne sont pas d'accord sur la manière de caractériser la situation. Une seule issue s'ouvre alors, celle de la juridicisation, mais qui les entraîne dans un recours au droit long et chaotique. Toutefois c'est bien le droit et les tribunaux qui sauront dénouer les fils de l'imbroglie.

En accordant aux familles l'autorisation de résidence dans le bâtiment occupé pendant plusieurs mois, les juges lèvent le principal barrage à l'inscription dans les écoles du quartier : l'adresse. Les enfants disposant désormais d'une adresse légale peuvent être scolarisés durant l'année scolaire complète à l'école Mérimée ou éventuellement dans une école voisine. Comment peut-on apprécier ce triomphe du droit ?

Dans un premier temps, on doit en reconnaître la légitimité et l'efficacité puisqu'il règle une situation qui se posait d'abord en termes légaux et sur laquelle les différentes instances administratives ne parvenaient pas à se prononcer. Les décisions successives des tribunaux mettent fin à un affrontement potentiellement dangereux et fixent un cadre pour régler jusqu'au bout les différents problèmes posés.

Dans un second temps, il faut en tirer les leçons sur un plan plus général, celui du pouvoir des instances de régulation de l'ordre social et politique. Dans un pays comme la France, l'État a largement

confié à sa puissante administration cette capacité de régulation. Mais on constate que d'une part l'administration a de plus en plus de mal à fixer des règles de fonctionnement à valeur globale et que d'autre part ce sont souvent les micro-régulations locales qui assurent un équilibre et un ordre forcément eux aussi de niveau local (Dutercq, 2005). Le recours au droit dans le cadre de mobilisations ne correspondrait pas à une rupture avec l'ordre existant mais à un dépassement des règles et limites posées par l'État et à une autonomisation parallèle des personnes (Mouchard 2002 et 2003). L'exemple de l'éducation est sur ce plan remarquable : on confie ainsi aux établissements d'enseignement le soin de se prononcer sur le respect de la règle, mais les décisions au coup par coup qui découlent de cette forme de régulation conduisent inévitablement les usagers à les contester, d'où une explosion du contentieux et du recours à la justice.

L'analyse de la controverse autour de la scolarisation des enfants du squat de la rue Mérimée témoigne de cette extension du domaine d'action des instances de justice au détriment du politique et de l'administratif et, en particulier, de la difficulté de l'administration française et des organisations politico-syndicales traditionnelles qui lui sont liées à s'adapter aux nouvelles conditions de l'action publique caractérisées par un éclatement des secteurs et des champs de compétence. Les militants de l'école en ont pris la mesure puisque, à défaut de triompher en se référant aux arguments qu'ils avaient l'habitude d'utiliser dans la négociation avec l'administration, ils se satisfont d'une victoire par le droit, qui constitue désormais le principal instrument de régulation entre la société civile qu'ils représentent et la sphère politico-administrative (Gaïti and Israël, 2003). L'intervention croissante de la justice pour résoudre les conflits entre parents et écoles et, parallèlement, le succès des groupements locaux de parents, qui ne peuvent prétendre intervenir au plus haut niveau politico-administratif, peuvent annoncer la disparition des structures existantes, à l'organisation et au fonctionnement calqués sur celui de l'État français, au profit de véritables *cause lawyering organizations* (Morag-Levine 2001), plus souples, plus dynamiques et n'exigeant pas d'adhésion globale de la part de ceux qui font appel à elles.

NOTES

1. Ce suivi ethnographique a fourni la matière d'un premier article publié en anglais et cosigné avec Claudette Lafaye (Université de Paris VIII et GSPM-CNRS), dans une revue américaine: "Taking Sides : To School or not to School Squatter's Children", *Anthropology and Education Quarterly*, 38-3, 2007, 178-194. Je la remercie car cet article lui doit beaucoup. Je remercie aussi Christian Baly et Claire Joigneaux, enseignants associés aux recherches de l'INRP, qui ont mené une grande partie de l'enquête.

2. Dans son article de 1995 (" Des militants de l'école : les associations de parents d'élèves en France". *Revue française de sociologie*, XXXVI, 439-472), Martine Barthélémy emploie l'expression de militants de l'école pour qualifier les associations de parents d'élèves dont elle étudie l'évolution. Ici nous l'utilisons pour désigner l'ensemble de ceux qui construisent leur militantisme sur leur engagement dans l'action collective autour des questions de l'école et de la scolarisation.

3. L'intitulé est fictif.

4. Le qualificatif de bourgeois est celui utilisé par le DAL dans son communiqué de presse informant de la réquisition opérée.

5. Des étrangers en situation irrégulière ont occupé, avec le soutien d'associations, l'église Saint-Bernard à Paris. L'affaire a fait grand bruit à l'époque.

6. On peut dire qu'il y a là un véritable renversement du sens de la procédure de sectorisation scolaire.

RÉFÉRENCES

- Barbot, J. (1999). L'engagement dans l'arène médiatique. Les associations de lutte contre le sida. Dans J.P. Heurtin & D. Cardon (éds.), *Science, malades et espace public*, numéro spécial, *Réseaux*, 17 (95), 155-198.
- Barthélémy, M. (1995). Des militants de l'école : les associations de parents d'élèves en France. *Revue française de sociologie*, XXXVI, 439-472.
- Boltanski, L. & Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.
- Bourdieu, P. (1991). *De l'école*. Emission de la série Chercheurs de notre temps. Paris : CNDP.
- Commaille, J., Dumoulin, R. & Robert, C. dir, (2000), *La juridicisation du politique. Leçons scientifiques*. Paris, LGDJ.
- Dutercq, Y. (2001). Les parents d'élèves, entre absence et consommation. *Revue française de pédagogie*, 134, 111-121.
- Dutercq, Y. (2004). La fin du monde à part. In Y. Dutercq & J.-L. Derouet, *Le collège en chantier. Retour sur le collège unique*. Lyon : INRP, 273-284.
- Dutercq, Y. dir. (2005). *Les régulations des politiques d'éducation*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Dutercq, Y. & Lafaye, C. (2003). « Engagement et mobilisation de parents autour de l'école. Les actions pour le maintien en ZEP d'écoles parisiennes ». *Revue française de sociologie*, 2003-3, 469-495.
- Dutercq, Y. & Lafaye, C. (2007). Se mobiliser pour soi et pour les autres. La politique d'éducation redéfinie par l'action de proximité. *Éducation et Sociétés*, 19 (2007-1), 53-66.
- Fillieule, O., dir. (2005). *Le désengagement militant*. Paris : Belin,
- Gaïti, B. & Israël, L., eds. 2003 Sur l'engagement du droit dans la construction des causes. *Politix*, 16-62, 17-30
- Morag-Levine, N. (2001). The Politics of Imported Rights: Transplantation and Transformation in an Israeli Environmental Cause Lawyering Organization. In *Cause Lawyering and the State in a Global Era*, A. Sarat & S. A. Scheingold eds., 334-353. New York: Oxford University Press.
- Mouchard, D. (2002). Les mobilisations des "sans" dans la France contemporaine : l'émergence d'un "radicalisme auto limité" ? *Revue française de science politique*, 52-4, 425-447.
- Mouchard, D. (2003). Une ressource ambivalente : les usages du répertoire juridique par les mouvements de « sans ». *Mouvements*, 29, 55-59.
- Roussel, V. (2003). La juridiciarisation du politique, réalités et faux semblants. *Mouvements*, 29, 13-18.
- Siméant, J. (1998). *La cause des sans-papiers*. Paris : Presses de Sciences-po.
- Spanou, C. (1991). *Fonctionnaires et militants. L'administration face aux nouveaux mouvements sociaux*. Paris : L'Harmattan
- Thévenot, L. (2006). *S'engager dans le monde. Réflexions sur les régimes d'action*. Paris : La découverte.
- Tilly, C. (1986). *La France conteste, de 1600 à nos jours*. Paris : Fayard.
- Touraine, A. (1999). *Comment sortir du libéralisme ?* Paris : Fayard.